

Venezuela/

Faire vivre un syndicalisme indépendant

« Merci mes frères et sœurs, lancent Leida Marcela León Molina, secrétaire générale de l'ASI Venezuela, à la tribune du congrès. Si notre syndicat est là aujourd'hui, c'est grâce à la solidarité syndicale internationale et à la CFDT. »

Après des années de répression, de menaces et de harcèlement, ce syndicat est désormais reconnu officiellement dans son pays. Et ses chantiers ne manquent pas : le produit intérieur brut du pays a chuté de 80 %, l'hyperinflation gangrène la vie sociale et économique tandis que 95 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. « Le salaire minimum n'est que de 2 dollars par mois, et le bon alimentaire de 25 dollars ne suffit pas à couvrir les besoins [...] », témoigne la syndicaliste.

Signe de l'ampleur de cette crise, 6 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays ces dernières années, la migration la plus rapide de l'histoire pour un pays qui n'est pas en guerre. « Par le dialogue social, nous voulons définir d'urgence une stratégie afin d'améliorer la qualité de vie de la population, dans la justice sociale, la paix et la liberté », insiste la secrétaire générale du premier syndicat indépendant du Venezuela. ●

G. L.



“SI NOTRE SYNDICAT EST LÀ AUJOURD’HUI, C’EST GRÂCE À LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE ET À LA CFDT.”

Leida Marcela León Molina, présidente de l'ASI Venezuela.



“PARLONS ENGAGEMENT”

Une enquête qui bouscule les certitudes

Après « Parlons travail » et « Parlons retraites », la CFDT a mené l'enquête sur toutes les formes d'engagement. Trente mille salariés, adhérents ou non, ont répondu à un questionnaire en ligne.

« Dessiner la CFDT de dans dix ans. » Tel était l'objectif de la grande enquête sur l'engagement, lancée en janvier par la CFDT, dont certains résultats peuvent, comme l'a noté Yvan Ricordeau lors de la présentation, « bousculer nos certitudes et habitudes ». Cécile Guillaume, sociologue et maître de conférences à l'Université de Surrey, au Royaume-Uni, qui a supervisé l'enquête et participé activement à l'analyse des résultats, pointe avant tout son succès. Succès de participation, d'abord, avec 30 000 répondants, dont 21 % de non-syndiqués. Et satisfaction de découvrir que 74 % des répondants (et même 88 % parmi les élus et les mandatés CFDT) considèrent l'engagement comme « une richesse et une belle expérience ». Outre le fait, comme le dit Cécile, que cela montre que les militants « se trouvent bien à la CFDT », « l'engagement est vu comme l'une des réponses à la fatigue démocratique actuelle », ajoute la secrétaire générale adjointe, Marylise Léon.

L'importance de la proposition d'adhésion

En ce qui concerne plus spécifiquement l'engagement syndical, l'enquête montre que 43 % des non-syndiqués et 33 % des moins de 35 ans pourraient adhérer à un syndicat si on le leur proposait. De même, 37 % des répondants se sont syndiqués à la suite de la proposition d'un collègue.

« Cette enquête rappelle qu'il ne suffit pas d'avoir des valeurs pour se syndiquer, insiste Cécile Guillaume. Encore faut-il que l'on vous propose d'adhérer. » Pour autant, 36 % des syndiqués CFDT ont été victimes d'une discrimination dans l'organisation. Un résultat qui réaffirme la nécessité de « construire plus de bienveillance dans le syndicalisme et au sein de notre organisation. La CFDT évolue avec son temps », a rappelé Yvan Ricordeau. Certains propos ou attitudes ne sont plus acceptables.

Et dans dix ans ?

Alors que 63 % des syndiqués pensent que les syndicats seront morts dans dix ans s'ils n'évoluent pas, 74 % des répondants veulent que les syndicats s'occupent davantage des questions de société. Enfin, 69 % évoquent des consultations régulières pour faciliter la participation des adhérents et 31 % voient les outils du numérique comme un moyen d'y parvenir. Selon Marylise Léon, les résultats de « Parlons engagement » permettent à la CFDT de « se projeter collectivement vers le syndicalisme de demain ». Et s'il est nécessaire d'évoluer pour que la CFDT soit encore « plus ouverte à tous », l'enquête montre que « l'action au service des travailleurs n'est pas une idée du passé ! » ●

Nicolas Ballot

FONCTIONS PUBLIQUES

Dernière ligne droite avant les élections

Le 8 décembre 2022, 5,7 millions d'agents publics éliront leurs représentants. La table ronde consacrée à ce scrutin a été l'occasion de rappeler leur rôle essentiel dans la cohésion sociale de notre pays.

« Indispensables » ! Les secrétaires généraux des dix fédérations professionnelles CFDT qui syndiquent les salariés du public se sont succédé à la tribune pour marteler ce message. Qu'ils travaillent dans l'éducation, la santé, le transport, la défense ou encore l'emploi... ils en ont encore fait la preuve pendant la crise sanitaire : ils ont tenu le pays.

« Ces personnels de l'ombre, souvent invisibles, nous rendent la vie plus facile chaque jour. Ils prennent soin de nous, de la naissance à nos obsèques », détaille Jacques Lager, secrétaire général de la CFDT-Interco (justice, police, enfance, social, services funéraires, entreprises de l'eau...). « Ces agents ont à cœur de mettre en œuvre les politiques publiques », poursuit Stéphane Bourgeon, secrétaire général de la Fédération générale des Transports et de l'Environnement (FGTE-CFDT). « Ils accompagnent les jeunes dans leur apprentissage, leur donnent toutes les chances de réussir, les aident à choisir leur orientation, leur permettent de s'émanciper pour qu'elles et ils deviennent actrices et acteurs de leur vie et de leur avenir », détaillent les fédérations CFDT de l'enseignement public et privé (Sgen et FEP). Bref, les agents sont présents à chaque étape de la vie et du quotidien des Français.

Un rôle essentiel

« Pourtant, si leur rôle est essentiel, les services publics et ses agents sont secoués par l'ampleur des besoins et des attentes qui pèsent sur eux, malgré un écart incroyable avec les moyens qui leur sont donnés », constate Jocelyne Cabanal, secrétaire nationale de la CFDT. Faire toujours plus avec,

souvent, moins devient de plus en plus compliqué. Les agents sont inquiets quant à l'avenir, mais ils doivent pouvoir compter sur la CFDT pour renverser la table. D'où l'importance des élections du 8 décembre prochain afin de peser dans les trois versants de la fonction publique.

« Changer le quotidien des collègues, c'est ce qui compte à nos yeux », insiste Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT-Fonctions publiques (Uffa). « Jusqu'au jour J, on va prendre notre baluchon et aller à la rencontre des agents pour les convaincre de voter pour nous », poursuit Jean-Marc Pacor, secrétaire général CFDT-Interco 93.

Et pour convaincre les agents, la CFDT peut s'appuyer sur le travail réalisé ces dernières années. N'oublions pas son rôle dans le Ségur de la santé ou comment elle est parvenue à arracher au gouvernement la prise en charge d'une partie de la complémentaire santé des agents. Et parce que ces résultats en appellent d'autres, un seul message à faire passer : votez et faites voter CFDT ! ●

G. L.



LES ÉLECTIONS EN CHIFFRES

- 5,7 millions d'agents publics, fonctionnaires et contractuels, sont appelés à élire leurs représentants dans les trois versants de la fonction publique (territoriale, hospitalière et de l'État).
- En 2018, la CFDT était arrivée en deuxième position avec 19 % des suffrages. La CGT avait recueilli 21,8 % des voix, suivie de FO (18,1 %), l'Unsa (11,2 %), la FSU (8,6 %) et Solidaires (6,4 %). La FA-FP et la CFE-CGC avaient récolté 3,5 % et 3,4 % des voix. Enfin, la CFTC en avait obtenu 2,9 %.
- En 2018, le taux de participation s'élevait à 49,8 % : 51,8 % dans la territoriale ; 50,8 % pour l'État et 44,2 % dans l'hospitalière.



Jean-Marc Pacor (Interco 93), Jocelyne Cabanal (secrétaire nationale), Sylvie Escoffier (URI Auvergne-Rhône-Alpes), Gwen Yvinec (Santé-Sociaux 93) et Mylène Jacquot (secrétaire générale de l'Uffa).